

Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'716
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 260.015
Abo-Nr.: 1045855
Seite: 14
Fläche: 40'475 mm²

Analyse

Les banques centrales ont beaucoup trop de pouvoir



Emmanuel Garessus

L'argent confère énormément de pouvoir. Il domine le monde, dit-on. Mais qui gère cet argent, si ce n'est la banque centrale en vertu de son monopole? Faut-il davantage limiter son mandat, voire la privatiser? Les partisans de l'initiative «Monnaie pleine» voudraient accroître le rôle des instituts d'émission au détriment des banques commerciales. Les coauteurs de l'ouvrage* édité par Gerhard Schwarz, directeur d'Avenir Suisse, et Philippe Bagus, professeur à l'Université de Madrid, jettent un regard critique sur les banques centrales. La richesse de la réflexion, née d'un colloque de la Progress Foundation, est alimentée par de longs écrits de Prix Nobel tels que Milton Friedman, James Buchanan et Friedrich von Hayek.

Les auteurs se distancient d'une politique monétaire transformée en «satisfaction de tous les intérêts particuliers», observe Gerhard Schwarz. Le fréquent appel aux banques centrales renforce la croyance en la capacité de piloter, gérer, planifier l'économie et alimente le mythe d'une primauté de la politique. «Le fait que ce sont quelques règles générales d'économie que personne n'a conçues, ni créées, qui gèrent le monde et

qu'elles ne sont que l'expression du comportement et de la nature humaine est rarement pris en compte, s'il n'est pas oublié», fait valoir Gerhard Schwarz.

Le livre, très pédagogique, distingue trois voies libérales possibles pour «privatiser» les banques centrales: le maintien du monopole d'Etat accompagné de règles plus strictes, l'établissement d'une monnaie commune à un plus haut niveau afin de réduire le rôle des politiques nationales, et la privatisation pure et simple. Le débat agite les milieux libéraux depuis plus d'un siècle. Car, selon le professeur Guido Hülsmann, une monnaie d'Etat incite les Etats à s'endetter, enrichit les gens en position de pouvoir dépenser, accélère la concentration du pouvoir, fragilise l'économie, détruit l'épargne et provoque une décomposition morale. Un bilan bien noir, mais entre les auteurs, il n'y a pas d'accord sur la réponse la mieux adaptée.

Il appartient à l'Etat d'établir un cadre monétaire stable, au même titre qu'un cadre juridique stable

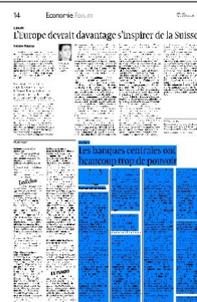
A l'instar des partisans de l'initiative «Monnaie pleine», l'école de Chicago, dans les années 1940, sous la direction de Henry Simons et Frank Knight, favorisait une couverture à 100% des comptes de virement. Milton Friedman

objecta, dans les années 1960, que les coûts de ce système étaient excessifs et lui préférerait un monopole public accompagné d'un objectif de croissance de la masse monétaire. Pour ce monétariste, comme pour James Buchanan, il appartient à l'Etat d'établir un cadre monétaire stable, au même titre qu'un cadre juridique stable.

Le «free banking», où n'importe quelle banque a le droit d'émettre de la monnaie, a pourtant existé à la satisfaction de tous. En Ecosse entre 1826 et 1845, les banques privées étaient à la fois des instituts d'émission et des banques de dépôts. Certaines banques ont fait faillite, mais les épargnants n'ont subi, dans le pire des cas, que des pertes négligeables. Le modèle était particulier: la responsabilité

des actionnaires, essentiellement des personnes physiques, était illimitée. Les Etats-Unis ont également connu un système semblable avant la guerre civile. Mais pour Milton Friedman et Anna Schwarz, «la preuve qu'un système d'émission privé, efficace et concurrentiel fonctionne sans aucun rôle pour l'Etat reste à démontrer». La question porte sur «les arrangements institutionnels», selon les deux célèbres monétaristes, car «l'ingérence de l'Etat dans la monnaie n'a pas conduit à une amélioration, au contraire».

Friedrich von Hayek s'est initialement inscrit sur cette ligne avant d'insister, dans les années 1970, sur les vertus de la concurrence entre monnaies, en tant que processus de découverte et de



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'716
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 260.015
Abo-Nr.: 1045855
Seite: 14
Fläche: 40'475 mm²

discipline des gouvernements et des banques centrales.

Consensuel, le Prix Nobel 1986 James Buchanan a plaidé pour un «dialogue fructueux entre la politique et le marché». Car la monnaie n'est pas un bien comme un autre. Le problème réside, depuis la crise de 2008, dans «la multiplication de la masse monétaire au sein d'un système de couverture partielle». Il défend l'idée d'une autorité monétaire «indépendante de la politique, mais liée à des paramètres intégrés à la Constitution». L'objectif «prioritaire si ce n'est unique, c'est la stabilité de la valeur de la monnaie». Aux yeux de Buchanan, le souverain ultime, c'est donc la Constitution et non pas le gouvernement.

Les différentes velléités de réformes sont critiquées les unes après les autres par Ernst Baltensperger, l'ancien directeur du centre d'études de la BNS du Gerzensee. La centralisation de la politique monétaire répond, à son goût, au souci de stabilité et d'efficacité.

Le professeur bernois s'en prend au keynésianisme qui «ignore presque la lutte contre l'inflation, et suscite l'adjonction de nouvelles tâches pour lesquelles les banques centrales n'ont pas été conçues, du financement du budget au soutien de la conjoncture et de la croissance».

L'inflation des années 1970 a mis temporairement fin à ce courant de pensée. Après deux décennies sans inflation, on assiste aujourd'hui à un retour aux idées des années 1950 et 1960. Le professeur bernois plaide donc pour un statu quo helvétique, un monopole public et un cadre légal ancré dans la Constitution, ainsi qu'un objectif de stabilité monétaire. La confirmation des normes par un vote du peuple, comme le frein à l'endettement ou l'article sur la monnaie, ne peut qu'accroître la force d'adhésion», ajoute-t-il.

S'il n'y a aucune raison de faire preuve d'un pessimisme excessif, Ernst Baltensperger se méfie de la «bagatellisation de l'inflation».

Comme nous l'indiquons en introduction, l'argent confère un pouvoir important. Gerald O'Driscoll, ancien vice-président de la Fed de Dallas, rappelle que les artisans de la création de la Réserve fédérale cherchaient moins une réforme particulière du système monétaire que la centralisation et le contrôle du système bancaire. C'est en utilisant la panique de 1907 qu'ils sont arrivés à leur fin. Auteur de *Economics of Time and Ignorance*, il estime que le monopole d'émission et de contrôle de la monnaie est «l'origine et la racine de tous les maux monétaires». D'ailleurs, en Europe, la crise aurait été impossible si les instituts d'émission avaient été des concurrents. Aucun n'aurait été tenté par l'achat d'obligations douteuses. Dorénavant, la réforme monétaire est indissociable de la réforme budgétaire. Nous souffrons donc de deux systèmes inadaptés.

* **Die Entstaatlichung des Geldes**, Philipp Bagus und Gerhard Schwarz, Verlag NZZ, 2014.